

PROGRAMME D'ÉQUIPEMENT 2005-2009

Les réévaluations ont représenté 10 milliards de dollars

Les réévaluations des grands projets d'équipement du programme quinquennal 2005- 2009 ont représenté quelques 10 milliards de dollars. L'Etat compte recourir aux investisseurs privés nationaux et étrangers dans le cadre du financement de certains projets.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Sur quarante-quatre projets d'équipement infrastructurel et d'aménagement du territoire, inscrits dans le premier plan quinquennal (2005-2009), 36 projets ont été concernés par des réévaluations. Selon le directeur général de la Caisse nationale d'équipement pour le développement (CNED), Farouk Chiali, qui a animé hier une conférence de presse, ces réévaluations ont impliqué un accroissement du coût de ces projets de 2 625 milliards de dinars à 3 655 milliards de dinars. Estimées en pourcentage à 39%, ces réévaluations représentent néanmoins 1030 milliards de dinars ou une enveloppe de l'ordre de 10 milliards de dollars. Ces réévaluations concernent quatre secteurs dont l'évaluation a été confiée à la CNED, soit les travaux publics, le transport, les ressources en eau et l'aménagement du territoire.

L'autoroute Est-Ouest réévaluée de 150 milliards de dinars

Ainsi, ces réévaluations ont concerné le secteur des travaux

publics (11 projets) à hauteur de 193 milliards de dinars pour une autorisation de programme (AP) de 1 228 milliards de dinars. A ce propos, le responsable de la CNED indique que sur ces 11 projets, quatre ont été achevés, 4 sont en études et trois en travaux, avec des prorogations de délais de l'ordre de 28 mois et une consommation de l'enveloppe financière de 71%.

Dans le même ordre d'idées, le Dg de la CNED a indiqué que ces réévaluations ont concerné la réalisation de l'autoroute Est-Ouest, faisant état d'un montant de l'ordre de 150 milliards de dinars. Pour autant, le coût de ce projet, plafonné initialement à 11 milliards de dollars, «ne change pas», dira Farouk Chiali, réfutant d'établir un lien entre des réévaluations nécessitées par les réaménagements apportés pour des contingences socioéconomiques et une mauvaise conception du projet.

Autre secteur, le transport où les 16 projets lancés ont été réévalués à hauteur de 385 milliards de dinars pour une autorisation de programme de 613 milliards de dinars. Sur les 16



Photo : Samir Sid

Le coût du projet de l'autoroute Est-Ouest est de 11 milliards de dollars.

projets, deux ont été achevés, quatre sont en études et 10 en travaux, pour des délais prorogés de 31 mois et une consommation de 36,5%.

Quant aux réévaluations constatées dans les secteurs de l'hydraulique et de l'aménagement du territoire, le Dg de la CNED a fait état respectivement de 282 milliards de dinars (AP de 381 milliards de dinars) et de 170 milliards de dinars (AP de 413 milliards de dinars). Notons que quatre projets ont été achevés, 4 sont en voie d'achèvement et deux en travaux dans le secteur des ressources en eau, avec une prorogation de 17 mois et une consommation de 75%.

Les explications du DG de la CNED

Ecartant également tout lien entre l'accroissement des délais et ces réévaluations, Farouk Chiali relève néanmoins que des maîtres d'ouvrages n'appréhendent pas certains aléas, manquent d'une bonne maîtrise des prix... Et ce, dans le contexte où des contraintes existent en matière de libération des assiettes foncières et des emprises, le retard dans le déplacement des

réseaux divers, la mise à disposition des gîtes d'emprunt de matériaux ainsi que le retard dans le choix et l'installation des bureaux de suivi et de contrôle des travaux, outre la faiblesse des capacités nationales de gestion et de suivi des grands projets.

La CNED note une amélioration sensible actuellement

Certes, par rapport aux 15 projets inscrits dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014 et dont elle est chargée de l'évaluation, la CNED constate une «amélioration sensible», voire davantage de rigueur dans la conception (études) et la réalisation de 4 projets de travaux publics (3 en études et 1 en travaux), 9 projets en étude dans les transports et 2 projets d'hydraulique en travaux. Et cela même si le programme en cours ne fait pas encore l'objet de réévaluations et qu'«il était encore tôt pour avancer des chiffres, car les projets concernés viennent d'être lancés», précise M. Chiali.

Toutefois, ce dernier qui a indiqué que 39 revues d'études et 58 rapports sectoriels ont été réalisés par son établissement, n'a pas man-

qué d'insister sur la nécessité de «la bonne maturation» des études par les maîtres d'ouvrages, à même d'éviter tout surcoût important et constituant un préalable pour le lancement du projet.

En précisant que la CNED suit actuellement 59 grands projets pour un montant de 4186 milliards de dinars (56 milliards de dollars), représentant 69% du programme national des grands projets dont le montant atteint les 81 milliards de dollars (6092 milliards de dinars).

Par secteur, la CNED suit 15 projets dans les travaux publics (pour une enveloppe globale de 1780 milliards de dinars), 25 projets dans les transports (1138 milliards de dinars), 10 projets dans l'hydraulique (685 milliards de dinars) et 9 projets d'aménagement du territoire et construction (583 milliards de dinars). L'on indique ainsi que 8 projets ont été achevés, 26 projets sont en phase de travaux dont 23 au titre du plan quinquennal 2005-2009 et 25 projets en phase études dont 13 au titre du plan quinquennal.

Davantage de financements publics-privés

D'autre part, Farouk Chiali a indiqué que la CNED est en train de mettre en place, avec une expertise sud-coréenne, un pôle dédié au financement des grands projets d'équipements dans le cadre du partenariat public-privé. Ainsi, L'Etat compte recourir aux investisseurs privés, nationaux et étrangers, pour l'accompagner dans le financement et la réalisation de certains projets d'infrastructures, d'autant que les capacités de financement public ne sont pas pérennes, laisse-t-on entendre, et que la quête d'autres sources de financement s'avère nécessaire.

C. B.

Présentation de la CNED

Créée en 2004 et placée sous tutelle du ministère des Finances, la Caisse nationale d'équipement pour le développement (CNED) a pour missions l'évaluation technique, économique et sociale des grands projets d'infrastructure économique et sociale (d'un montant supérieur à 20 milliards de dinars ou d'impact socioéconomique national), le suivi de la réalisation des grands projets, l'évaluation rétrospective de l'efficacité des dépenses publiques correspondantes et l'assistance technique aux départements ministériels et autres maîtres d'ouvrages, en matière de préparation, évaluation et suivi des projets.

La CNED a également pour attributions, le financement alternatif au budget de l'Etat des infrastructures, notamment dans le cadre du partenariat public-privé (PPP), la gestion déléguée des crédits de financement ainsi que l'émission des emprunts obligataires sur le marché national et international en vue du financement des projets d'équipement publics à caractère marchand.

C. B.

BOUIRA

Un colloque pour la bonne gouvernance dans la gestion du budget de l'État

En ces temps de scandales touchant aux secteurs-clés de l'Etat, des scandales qui ont fini par rattraper même des ministres d'Etat, le thème choisi par l'Institut des sciences économiques et commerciales et des sciences de gestion de l'Université Akli-Mohand-Oulhadj concernant la bonne gouvernance ne pouvait laisser personne indifférent. Surtout pas le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, chargé de la Prospective et des Statistiques, Bachir Messaïffa.

Ce docteur d'Etat, qui a pendant plusieurs années lutté contre la corruption, était hier mercredi, présent pour rappeler aux centaines d'étudiants et autres professeurs et éminents docteurs, ses pairs dans le domaine, combien la question est cruciale en ces temps où la bonne gouvernance, surtout dans le cadre de la gestion rationnelle des deniers publics et des finances, est importante.

L'hôte de l'Université de Bouira a, lors de sa brève allocution, appelé les professeurs et les initiateurs de ce colloque à sortir avec des recommandations que son département sera heureux de lire et d'appliquer, car émanant d'élites nationales activant pour le bien du pays. Ceci d'autant comme le rappellera M. Messaïffa, que l'Algérie s'était inscrite dans cette perspective de la bonne gouvernance politique, sociale et économique, depuis le colloque international africain qui a eu lieu à Addis

Abeba en 2008. D'ailleurs, il dira que le MAEP, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, est entré en application en 2012, plus particulièrement dans le domaine de la bonne gouvernance économique dans lequel l'Algérie s'est inscrite au même titre que plusieurs autres pays africains.

En outre, l'orateur rappellera que l'Algérie œuvre dans le cadre de la bonne gouvernance, à inscrire son action dans une perspective de long terme, c'est-à-dire sur l'horizon 2030, en construisant des politiques économiques nationales solides, lucides et harmonieuses. Cela, rappelle l'orateur, ne saurait se faire sans l'implication de l'Université qui regorge de sommités et d'élites capables de produire des idées applicables sur le terrain, des politiques que les anglo-saxons appellent «Go to Actions», c'est-à-dire des idées qui mènent droit vers l'action, pas ces idées qui ne dépassent pas le stade des amphis.

Au niveau du ministère de l'Intérieur, dira l'orateur, l'Etat s'attelle à instaurer des politiques d'une bonne gouvernance économique qui s'inscrivent dans la durée et qui assurent un développement local et durable au citoyen, une justice sociale, une bonne gestion démographique, une meilleure gestion des finances publiques avec des dépenses rationnelles, à moindre coût pour un résultat optimal. En somme, l'orateur, en universitaire qu'il est, veut aller vers une bonne gouvernance qui puisse placer celle-ci dans les normes Iso comme cela se fait pour les sciences techniques, c'est-à-dire une bonne gouvernance qui soit placée dans les normes et standards internationaux.

Plus loin, le secrétaire d'Etat à la Prospective et aux Statistiques, dira que le ministère s'est engagé dans plusieurs chantiers, entre autres le système national de recensement, le système de veille économique et social qui puisse prévenir contre les crises sociales et contre les crises économiques nationales et mondiales et, enfin, les projections des systèmes économiques à long terme à l'horizon de 2030.

Après cette intervention, le secrétaire d'Etat s'est improvisé une sortie dans la ville de

Bouira où, accompagné du wali, il a visité plusieurs directions pour voir de visu la nature des prestations publiques que ces organismes assurent quotidiennement. Ainsi, que ce soit au niveau de la Sonelgaz, puis le siège de la daïra, le siège de la Cnep-Banque, l'ODEJ, ou encore à la Casnos et l'ADE, le représentant du gouvernement a eu tout le loisir de constater la nature de leurs prestations, jugées satisfaisantes, surtout que certains organismes, comme le siège de la daïra et la Casnos n'y étaient pas programmés.

Cela étant dit, rappelons que même si le thème et l'objectif de la présence du secrétaire d'Etat à Bouira sont intimement liés, à la bonne gouvernance pour prémunir l'Etat des dépenses excessives et par voie de conséquence, des tentatives de corruption, l'hôte de Bouira a refusé de commenter les derniers scandales qui ont touché Sonatrach, ni les montants excessifs dépensés par l'Etat dans la réalisation de l'autoroute Est-Ouest.

Rappelons que le colloque sur la bonne gouvernance devait s'étaler sur deux jours avec la participation de plusieurs docteurs d'Etat en économie venus de plusieurs universités du pays.

Y. Y.